



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle-Aquitaine**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

***modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juillet 2023 autorisant le GFA du Domaine de Chez Barré à exploiter des installations de stockage et de distillation d'alcool de bouche sur le site de MALAVILLE commune de Bellevigne.***

Le préfet de la Charente  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2023 autorisant le GFA du Domaine de Chez Barré à exploiter des installations de stockage et de distillation sur le site de MALAVILLE commune de Bellevigne ;

**Vu** le dossier de porter à la connaissance daté du 3 juillet 2025 et déposé le 7 juillet 2025 en sous-préfecture de Cognac par le GFA du Domaine de Chez Barré relatif à la suppression du réseau de PIA ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant dans son courriel du 15 septembre 2025 sur le projet d'arrêté, dont une version a été communiquée à l'exploitant par l'inspection dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 octobre 2025 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - IDENTIFICATION**

Le GFA du Domaine de Chez Barré, autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2023 à exploiter des installations de stockage d'alcool de bouche et de distillation sur le site de MALAVILLE commune de

Bellevigne, est tenu de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le Préfet, les dispositions de l'article 2.

## **ARTICLE 2 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT – PIA ET EXTINCTEURS (tous les chais sauf chai de distillation)**

Les dispositions du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 6.3.1 relatif au PIA sont supprimées.

Les dispositions du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 6.3.1 relatif aux extincteurs sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

### **Extincteurs :**

Chaque chai est doté d'extincteurs portatifs de telle sorte que la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne soit jamais supérieure à 15 mètres. Leur puissance extinctrice minimale doit être de 144B.

Chaque chai dispose d'un extincteur sur roue de 50 Kg environ.

Les chais 1 et 2 dispose, en outre, d'un deuxième extincteur sur roue de 50 Kg environ, judicieusement réparti notamment à proximité des issues. Le positionnement de ces extincteurs doit permettre de pouvoir attaquer un feu naissant par deux directions opposées.

Ce matériel est périodiquement contrôlé et la date des contrôles doit être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Tout engin mécanique se déplaçant à l'intérieur des chais est doté d'un extincteur portatif, soit à CO<sub>2</sub>, soit à poudre polyvalente.

## **ARTICLE 3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION**

### **CHAPITRE 3.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1<sup>o</sup> Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2<sup>o</sup> Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2<sup>o</sup> de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4<sup>o</sup> du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

### **CHAPITRE 3.2 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1<sup>o</sup> Une copie de l'arrêté complémentaire est déposée à la mairie de BELLEVIGNE et peut y être consultée ;

2<sup>o</sup> Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BELLEVIGNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3<sup>o</sup> L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

### **CHAPITRE 3.3 - EXÉCUTION**

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Bellevigne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **GFA du Domaine de Chez Barré** et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 27 octobre 2025

Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC

